



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courriel électronique: codex@fao.org - www.codexalimentarius.org

Point 5 de l'ordre du jour

CX/EXEC 26/90/5 Rev.1¹

CX/CAC 26/49/16 Rev.1

Juin 2026

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES COMITÉ EXÉCUTIF DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

Quatre-vingt-dixième session

Siège de l'OMS, Genève (Suisse)

29 juin-3 juillet 2026

QUESTIONS FINANCIÈRES ET BUDGÉTAIRES RELATIVES AU CODEX:

RAPPORT FINAL SUR L'EXERCICE BIENNAL 2024-2025 ET RAPPORT DE SITUATION POUR 2026-2027

(Document établi par le secrétariat du Codex)

I - INTRODUCTION

1. Conformément à l'article XIII.1 du Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius (ci-après «la Commission»)², le secrétariat du Codex présente un rapport sur les questions financières et budgétaires et fournit une estimation des dépenses fondée sur le programme de travail proposé de la Commission et de ses organes subsidiaires, accompagnée d'informations relatives aux dépenses engagées au cours de la période financière précédente.
2. À sa 47^e session, la Commission a demandé au secrétariat du Codex de fournir chaque année, lors de la session du Comité exécutif qui précède immédiatement celle de la Commission, une ventilation des coûts par activité³.
3. Le présent document contient le rapport final sur les dépenses pour l'exercice biennal 2024-2025. Il contient également un rapport de situation sur les dépenses pour l'exercice biennal 2026-2027, y compris un rapport sur le plan de travail du Codex qui met en parallèle les domaines et activités du programme et le budget. Il porte principalement sur le budget ordinaire de la Commission. Cependant, le système du Codex repose également sur:
 - i. les membres agissant en tant qu'hôtes des organes subsidiaires et des groupes de travail du Codex (qui fournissent des services d'interprétation ou de traduction et assurent la présidence, un secrétariat au niveau local et la mise à disposition de lieux de réunion dans le cas d'une réunion en présentiel);
 - ii. les membres qui détachent du personnel auprès du secrétariat du Codex;
 - iii. les contributions de la FAO et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) dans des domaines tels que les services juridiques et la communication;
 - iv. la fourniture d'avis scientifiques émanant d'organes d'experts convoqués sous l'autorité de la FAO et de l'OMS;
 - v. les membres administrant leur propre structure nationale du Codex (points de contact du Codex et souvent un comité national du Codex) et prenant en charge les frais de participation de leurs délégués, ainsi que, le cas échéant, les frais liés aux responsables élus (président et vice-présidents de la Commission, membres du Comité exécutif élus sur une base géographique et coordonnateurs désignés pour chacune des six régions du Codex) dans le cadre des réunions du Codex.

¹ Ajout à la section V (point d) afin de prendre en compte les dernières contributions apportées au Codex.

² Manuel de procédure de la Commission du Codex Alimentarius, 30^e édition.

³ REP24/CAC, paragraphe 202, alinéa viii.

En outre, l'inclusivité du processus d'établissement de normes et la mise en œuvre des normes du Codex passent également par:

- vi. les projets et activités de renforcement des capacités liés au Codex et menés par la FAO et l'OMS aux niveaux national et régional.

II - RAPPORT FINAL SUR LES DÉPENSES ENGAGÉES POUR L'EXERCICE 2024-2025

4. Le budget 2024-2025 a été entièrement dépensé. Le tableau 1 présente le détail des dépenses engagées par rapport au budget, ventilées par type de dépense.

Tableau 1. Budget au titre du programme ordinaire 2024-2025 et dépenses engagées pour l'exercice biennal 2024-2025, par type de dépenses (en USD)

Rubrique comptable de la FAO	Budget 2024□2025	Dépenses 2024	Dépenses 2025	Total
5011 Traitements – cadre organique (a)	3 373 000	1 454 197	1 496 861	2 951 058
5012 Traitements – services généraux (b)	1 151 000	597 768	598 194	1 195 962
5013 Consultants (c)	1 000 000	449 631	618 478	1 068 109
5014 Contrats (d)	66 000	420 662	220 048	640 710
5020 Personnel recruté localement (e)	100 000	7 572	57 389	64 961
5021 Voyages (f)	800 000	354 339	308 302	662 641
5024 Achat de matériel fongible (g)	100 000	27 729	47 719	75 448
5025 Achat de matériel non fongible (h)	200 000	81 225	168 588	249 813
5028 Dépenses générales de fonctionnement (i)	385 000	398 543	77 710	476 253
5050 Services communs et appui internes (j)	1 700 000	763 738	883 349	1 647 087
TOTAL	8 875 000	4 555 404	4 476 638	9 032 042
Total (pourcentage)		51,3 %	50,4 %	101,8 %

- a. Les dépenses engagées au titre des traitements du personnel du cadre organique ont été inférieures au budget prévu en raison des économies réalisées sur un poste P□5 vacant.
- b. Les dépenses engagées au titre des traitements du personnel des services généraux ont été légèrement supérieures au budget prévu, car les coûts réels ont été supérieurs aux taux standards sur la base desquels le budget a été établi.
- c. Les dépenses engagées au titre des traitements des consultants comprenaient:
 - i. un appui supplémentaire du secrétariat aux comités du Codex;
 - ii. la gestion, la supervision et la maintenance continue des systèmes informatiques du Codex (bases de données, site web et archives documentaires y afférentes, gestion des systèmes en ligne);
 - iii. les activités de communication et de diffusion, y compris la production, la relecture et la mise en page des normes et publications, en particulier des textes du Codex, les travaux de graphisme à l'appui des réunions du Codex, la mise à jour du site web du Codex, la présence sur les réseaux sociaux, etc.;
 - iv. les services de traduction et d'interprétation que la FAO ne pouvait pas prendre en charge en interne (rubrique «Services communs internes»), y compris les services de rédaction des normes;
 - v. l'appui prêté via le service d'assistance aux membres et aux observateurs concernant les systèmes en ligne, ainsi que la tenue régulière de formations et d'activités de renforcement des capacités consacrées à la compréhension du fonctionnement de la Commission et à la participation à ses travaux (webinaires en ligne, par exemple);
 - vi. la rationalisation et l'amélioration des flux de travail ayant trait à la publication et à la traduction des textes du Codex.
- d. Les dépenses engagées au titre des contrats ont été plus élevées que prévu initialement et les économies réalisées dans d'autres domaines (voir le paragraphe 5) ont été utilisées pour couvrir ces dépenses. Ces dépenses sont les suivantes:
 - i. Les dépenses liées à l'appui aux réunions du Codex, notamment le matériel audio et vidéo et les technologies permettant de diffuser les réunions en direct sur le web et de participer à distance aux 47^e et 48^e sessions de la Commission.

- ii. Les dépenses liées aux expositions du Codex qui ont eu lieu parallèlement aux célébrations de la Journée internationale de la sécurité alimentaire et à la Commission.
 - iii. Un contrat avec une entreprise spécialisée qui, en collaboration avec la Division de la FAO numérique et de l'agro-informatique (CSI), a entrepris une mise à niveau de l'infrastructure informatique des bases de données existantes, la FAO abandonnant progressivement l'infrastructure précédente, et une mise à jour de la base de données de la *Norme générale sur les additifs alimentaires* (CXS 192-1995), conformément aux délibérations du Comité du Codex sur les additifs alimentaires (CCFA). Ce travail a commencé en 2024 et s'est poursuivi tout au long de 2025. Il s'achèvera en 2026 lorsque la migration du site web du Codex vers un nouveau système de gestion de contenu aura été menée à bien.
 - iv. Un contrat avec une entreprise spécialisée visant à informatiser l'enquête sur l'utilisation et l'impact des textes du Codex et à créer un tableau de bord interactif pour collecter et présenter les données de l'enquête. Ce travail permettra de réduire les coûts liés à l'enquête et de simplifier son administration.
- e. Les dépenses engagées au titre des traitements du personnel recruté localement comprenait les heures supplémentaires effectuées par le personnel des services généraux à l'appui des activités du Codex (secrétariat du Codex, sécurité, services médicaux, etc.), en particulier pendant les sessions du Comité exécutif et de la Commission, ainsi que le personnel supplémentaire recruté localement, notamment les auxiliaires de salle au service des sessions tenues à Rome (pour les réunions tenues à Genève, ces dépenses relevaient de la rubrique 5028 [Dépenses générales de fonctionnement] de la contribution de l'OMS).
- f. Les dépenses engagées au titre des voyages comprennent les déplacements du personnel qui prête un appui lors des sessions des comités du Codex et les déplacements du secrétariat du Codex effectués à l'occasion de réunions pour lesquelles sa participation était nécessaire (réunions de l'OMC et d'autres organisations d'établissement de normes lorsque la participation en ligne ne peut se faire ou n'est pas suffisante, par exemple). Elles comprennent également l'aide fournie aux membres du Comité exécutif issus de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure pour leur permettre de participer aux sessions du Comité exécutif. Les dépenses ont été inférieures au budget prévu grâce à une meilleure application de la politique de la FAO consistant à acheter les billets à l'avance et à l'appui de fonctionnaires détachés qui ont leur propre budget de voyage (en dehors du budget ordinaire du Codex et fourni par le pays d'appui).
- g. L'achat de matériel fongible couvre les coûts de licences de logiciels, tels que Zoom et le Système de mise en ligne des observations, ainsi que les coûts des supports de communication et des publications en rapport avec les 47^e et 48^e sessions de la Commission (arrière-plan de la salle de réunion, affichage, kits fournis aux délégués, etc.).
- h. L'achat de matériel non fongible englobait le matériel de bureau (ordinateurs, par ex.), ainsi que les dépenses renouvelables liées à l'hébergement et à la maintenance du site web du Codex (imputées en fin d'année). Une partie des économies réalisées en 2025 a été utilisée pour renouveler des ordinateurs et du matériel obsolètes, conformément aux politiques de la FAO en matière d'informatique.
- i. Les dépenses générales de fonctionnement ont été plus élevées que prévu, principalement en raison de coûts liés aux lieux de réunions, et comprennent:
- i. le remboursement à l'OMS de dépenses engagées au titre de la 87^e session du Comité exécutif et de la 47^e session de la Commission (2024), y compris les services de traduction et d'interprétation, les services de sécurité, les auxiliaires de salle, etc.;
 - ii. la location du lieu de réunion et la logistique de la 87^e session du Comité exécutif et de la 47^e session de la Commission;
 - iii. les contrats des traducteurs et/ou interprètes externes;
 - iv. l'appui prêté aux pays hôtes aux fins du fonctionnement des organes subsidiaires du Codex;
 - v. un atelier sur le Plan stratégique du Codex, tenu avant la session du Comité exécutif, et un atelier destiné aux présidents du Codex, tenu après la 49^e session de la Commission;
 - vi. les dépenses liées aux services de restauration et aux services d'ambulance pendant les sessions de la Commission, ainsi que d'autres dépenses diverses.
- j. Les dépenses engagées au titre des services communs internes couvrent les services de traduction et d'interprétation fournis par la FAO pour les besoins de la Commission, du Comité exécutif, des comités de coordination FAO/OMS, ainsi que pour la préparation des documents et rapports, des normes du Codex, des invitations aux réunions du Codex, des lettres circulaires, du Manuel de

procédure du Codex, etc. Des économies ont été réalisées à ce poste car des documents plus courts ont été soumis, dans les délais convenus avec les services de traduction de la FAO. Ces économies ont été réaffectées à la traduction de l'arriéré de normes du Codex, mais les services de traduction de la FAO n'ont pu absorber qu'un nombre limité de traductions supplémentaires. Les efforts dans ce domaine se poursuivront pendant l'exercice biennal 2026-2027.

5. Des économies ont été réalisées dans les rubriques suivantes:
 - a. Les traitements du personnel du cadre organique, en raison de la vacance d'un poste P-5.
 - b. Les voyages, en raison d'une meilleure application de la politique de la FAO consistant à acheter les billets à l'avance et de l'appui de fonctionnaires détachés qui ont leur propre budget de voyage.
 - c. Les dépenses engagées au titre des traitements du personnel recruté localement, car une seule session du Comité exécutif a eu lieu à Rome en 2024.
 - d. Une gestion plus efficace des traductions.
6. Les économies réalisées ont été principalement réaffectées au traitement des arriérés de traduction et à l'infrastructure informatique, comme suit:
 - a. Traduction des arriérés de normes du Codex, sachant qu'il y avait un plafond quant au nombre de traductions réalisables avant la fin de l'exercice biennal (21 normes découlant de la 47^e session de la Commission ont été traduites en arabe, chinois et russe et publiées ces derniers mois et la traduction de normes en français et espagnol a été accélérée).
 - b. Un contrat avec une entreprise spécialisée, qui a été chargée de mettre à niveau l'infrastructure informatique des bases de données existantes, en collaboration avec la Division de la FAO numérique et de l'agro-informatique (CSI).
 - c. Un contrat avec une entreprise spécialisée, qui a été chargée d'informatiser l'enquête sur l'utilisation et l'impact des textes du Codex et de créer un tableau de bord interactif pour collecter et présenter les données de l'enquête. Ce travail permettra de réduire les coûts liés à l'enquête et de simplifier son administration.
 - d. Des dépenses générales de fonctionnement, en particulier les dépenses engagées au titre de la 87^e session du Comité exécutif et de la 47^e session de la Commission (dont certaines ont été imputées début 2025), ainsi qu'au titre de l'atelier sur le plan stratégique du Codex prévu avant la session du Comité exécutif et de l'atelier qui se tiendra après la session de la Commission à l'intention des présidents du Codex.
 - e. Un appui aux pays hôtes aux fins du fonctionnement des organes subsidiaires du Codex.
7. Les dépenses susmentionnées ont également été financées par les recettes provenant du remboursement du temps de travail de fonctionnaires du Codex consacré à des projets extrabudgétaires et du budget de déplacement d'un fonctionnaire détaché, ce qui explique la hausse des dépenses totales par rapport au budget.

III – RAPPORT DE SITUATION POUR 2026-2027

8. À sa 44^e session (2025), la Conférence de la FAO a approuvé le Programme de travail et budget (PTB) 2026-2027 proposé par le Directeur général de la FAO et a demandé à la Direction, lorsque celle-ci établirait les ajustements qu'il serait proposé d'apporter au PTB 2026-2027, de préserver le niveau de financement proposé actuellement au titre du budget ordinaire pour le Codex et d'examiner la possibilité d'obtenir des ressources financières supplémentaires auprès de toutes les sources de financement⁴.
9. À sa 78^e session (2025), l'Assemblée mondiale de la Santé, lorsqu'elle a examiné la question du renforcement des capacités nationales de prise de décisions fondées sur des bases factuelles pour l'adoption efficace de normes et de critères, a réaffirmé que les données scientifiques constituaient une base essentielle pour l'élaboration des orientations cliniques et de santé publique et s'est dit consciente de la valeur des données scientifiques et factuelles de qualité⁵.
10. Les réallocations prioritaires effectuées dans le cadre des ajustements apportés au PTB 2026-2027 de la FAO qui ont été approuvés comprennent un ajout de 0,5 million d'USD au budget du Codex⁶, ce qui porte la contribution totale issue du programme ordinaire biennal de la FAO à 7 625 000 USD (contre 7 125 000 USD précédemment). La contribution de l'OMS au budget du Codex est restée inchangée, à savoir 1 750 000 USD.
11. À sa session de décembre 2025, lors de l'examen des ajustements à apporter au Programme de travail et budget 2026-2027, le Conseil a recommandé que la FAO recherche d'autres sources de financement

⁴ C 2025/REP, paragraphe 61, alinéa e.

⁵ A78/51, Cinquième rapport de la Commission A.

⁶ CL 179/3, paragraphe 6.

pour les 2 millions d'USD nécessaires à la modernisation cruciale d'infrastructures essentielles au siège et que, sur ces fonds, 1 million d'USD soient réalloués aux données et statistiques, à la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) et au Codex, a préconisé que ces ressources supplémentaires allouées au Codex Alimentarius soient utilisées conformément aux conclusions formulées par la Commission, à sa 48^e session, et a demandé à la Direction de faire le point à ce sujet dans le cadre des processus de compte rendu habituels de l'Organisation⁷.

12. À sa 89^e session, le Comité exécutif a recommandé que les ressources supplémentaires soient affectées aux domaines prioritaires suivants, ce qu'a approuvé la Commission à sa 48^e session:

- Mise à jour des bases de données existantes (additifs alimentaires, résidus de pesticides, résidus de médicaments vétérinaires).
- Création de nouvelles bases de données (méthodes d'analyse et d'échantillonnage, contaminants dans les aliments).
- Appui aux comités qui pourraient être réactivés par la Commission à sa 48^e session.

13. En mars 2026, la FAO a trouvé d'autres sources de financement pour la modernisation cruciale d'infrastructures essentielles au siège, dont le budget avait été initialement établi dans le cadre des ajustements à apporter au PTB 2026-2027, ce qui a permis de réaffecter 333 400 USD de ressources pour l'exercice biennal 2026-2027, conformément aux indications du Conseil. Ces ressources ont été allouées aux unités de la FAO concernées, comme suit:

- a. 173 400 USD à la Division des systèmes alimentaires et de la sécurité sanitaire des aliments (ESF), pour les travaux du Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires (JECFA) et des Réunions conjointes d'experts FAO/OMS sur l'évaluation des risques microbiologiques (JEMRA);
- b. 110 000 USD à la Division de la production végétale et de la protection des végétaux (NSP), pour les travaux de la Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides (JMPPR) consacrés à l'évaluation de l'exposition et au manuel sur les exigences en matière de données;
- c. 50 000 USD à la Division de l'alimentation et de la nutrition (ESN), pour les travaux des Réunions mixtes d'experts FAO/OMS sur la nutrition (JEMNU) consacrés aux probiotiques, comme demandé par le Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime (CCNFSDU).

14. En avril 2026, 55,4 pour cent du budget de 2026 avait été dépensé. Le tableau 2 présente le détail des dépenses engagées par rapport au budget, par type de dépense⁸.

Tableau 2. Budget du programme ordinaire 2026-2027 et dépenses engagées en 2026, par type de dépenses (en USD)

Rubrique comptable de la FAO	Budget 2026-2027	Budget 2026	Dépenses 2026 ⁹ (au mois d'avril)
5011 Traitements – cadre organique (a)	3 484 000	1 000 742	1 433 117
5012 Traitements – services généraux (a)	1 019 000	509 500	440 808
5013 Consultants (b)	1 100 000*	550 000	461 857
5014 Contrats (c)	266 000*	133 000	-4 689
5020 Personnel recruté localement (d)	100 000	50 000	1 240
5021 Voyages (e)	800 000	400 000	223 364
5024 Achat de matériel fongible (f)	100 000	50 000	2 158
5025 Achat de matériel non fongible (g)	200 000	100 000	883

⁷ CL 179/REP, paragraphe 9, alinéa g.

⁸ Y compris les traitements jusqu'à la fin de l'année.

⁹ Idem.

Rubrique comptable de la FAO	Budget 2026□2027	Budget 2026	Dépenses 2026 ⁹ (au mois d'avril)
5028 Dépenses générales de fonctionnement (h)	406 000	203 000	16 011
5050 Services communs et appui internes (i)	1 900 000*	950 000	22 751
TOTAL	9 375 000	4 687 500	2 597 499
Total (pourcentage)			55,4 %

*Pour 2026-2027, 500 000 USD supplémentaires ont été alloués à ces domaines, conformément à la décision prise par la Commission, à sa 48^e session.

- a. Les dépenses engagées au titre des traitements comprennent le personnel du cadre organique et des services généraux du Codex, répartis entre les produits et les activités du plan de travail du Codex. Celles-ci comprennent les dépenses engagées jusqu'à la fin de l'année.
- b. Les dépenses engagées au titre des traitements des consultants comprennent:
 - i. un appui supplémentaire du secrétariat aux comités du Codex;
 - ii. la gestion, la supervision et la maintenance et le développement constants des systèmes informatiques du Codex (bases de données, site web et archives documentaires y afférentes, gestion des systèmes en ligne);
 - iii. les activités de communication et de diffusion, y compris la production, la relecture et la mise en page des normes et publications, en particulier des textes du Codex, les travaux de graphisme pour les réunions du Codex, la mise à jour du site web du Codex, la présence sur les réseaux sociaux, etc.;
 - iv. les services de traduction et d'interprétation que la FAO ne peut pas prendre en charge en interne (rubrique «Services communs internes»), y compris les services de rédaction des normes;
 - v. l'appui prêté via le service d'assistance aux membres et aux observateurs concernant les systèmes en ligne, ainsi que la tenue régulière de formations et d'activités de renforcement des capacités consacrées à la compréhension du fonctionnement de la Commission et à la participation à ses travaux (webinaires en ligne, par exemple);
 - vi. la rationalisation et l'amélioration des flux de travail pour la publication et la traduction des textes du Codex.
- c. La rubrique «Contrats» comprend un ajustement par rapport au dernier exercice biennal (d'où le nombre négatif).
- d. La rubrique sur le personnel recruté localement comprend les heures supplémentaires effectuées par le personnel des services généraux pour soutenir les comités du Codex dans différents fuseaux horaires.
- e. Les frais de voyages concernent le personnel du secrétariat du Codex qui prête son appui dans le cadre des sessions des comités du Codex ainsi que les déplacements effectués à l'occasion de réunions pour lesquelles la participation du secrétariat du Codex est nécessaire (réunions du Comité sur les mesures sanitaires et phytosanitaires et du Comité sur les obstacles techniques au commerce, par exemple). Les pré-engagements pour les voyages liés à la 90^e session du Comité exécutif et à la 49^e session de la Commission sont eux aussi inclus. Les dépenses engagées au titre des voyages comprennent également l'aide fournie aux membres du Comité exécutif issus de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure pour leur permettre de participer à toutes les sessions en présentiel du Comité exécutif pendant l'exercice biennal¹⁰.
- f. L'achat de matériel fongible comprend les supports de communication ainsi que diverses licences permettant de réaliser des enquêtes, de diffuser des réunions sur le web, etc.
- g. L'achat de matériel non fongible comprend le matériel de bureau, notamment les ordinateurs.
- h. Les dépenses générales de fonctionnement comprennent:

¹⁰ Conformément à l'article XIII, paragraphe 3, du Règlement intérieur contenu dans le *Manuel de procédure du Codex Alimentarius*.

- i. Les frais de restauration liés à la 89^e session du Comité exécutif et à la 48^e session de la Commission imputés en 2026;
- i. Les services communs internes correspondent aux services d'interprétation et de traduction fournis par la FAO, y compris les coûts des traductions effectuées en 2025.

IV - RAPPORT SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN DE TRAVAIL 2026-2027

15. Un plan de travail mettant en parallèle les domaines et activités du programme et la proposition de budget du Codex pour l'exercice biennal 2026-2027 par rubrique comptable de la FAO a été présenté à la Commission, à sa 48^e session¹¹. Le tableau 3 présente sous la forme de brèves descriptions les progrès accomplis au regard des activités prévues en 2026. Globalement, les travaux sont en bonne voie. Des ajustements ont dû être apportés au format de certaines réunions pour faciliter la participation, compte tenu des difficultés de déplacement. Le court laps de temps entre la 48^e session et la 49^e session de la Commission a rendu difficile la publication en temps opportun des documents. Par ailleurs, cette année est une période de transition au sein du secrétariat du Codex car trois postes sont en train d'être activement pourvus et les détachements de plusieurs fonctionnaires arrivent à leur terme. En outre, le calendrier du deuxième semestre de 2026 est particulièrement chargé, puisqu'il y aura cinq sessions de comités s'occupant de questions générales, une session d'un comité s'occupant de produits (le Comité du Codex sur le lait et les produits laitiers [CCMMP], qui travaille par correspondance) et deux sessions de comités de coordination. Des travaux sont menés actuellement pour pourvoir les postes, remplacer les fonctionnaires détachés et faire en sorte que toutes les réunions se déroulent comme il convient.

¹¹ Annexe I du document CX/CAC 25/48/14 Rev – CX/EXEC 29/89/4 Rev.

Tableau 3. État d'avancement du Plan de travail 2026-2027

Produits	Activités prévues en 2026	État d'avancement	Notes
Mise en œuvre des activités de la Commission du Codex Alimentarius	49 ^e session de la Commission organisée à Genève selon des modalités hybrides (dans les 6 langues); documents de travail et rapport élaborés et publiés dans les 6 langues, et élections.	Les préparatifs de 49 ^e session sont en cours. Les modalités d'une session hybride sont établies.	
	90 ^e session du Comité exécutif organisée à Genève, en présentiel (avant la 49 ^e session de la Commission).	Les préparatifs de la 90 ^e session sont terminés. La session se tiendra au siège de l'OMS.	Il s'agit de la première session du Comité exécutif qui se tiendra au siège de l'OMS depuis la pandémie. L'impact sur les coûts sera évalué après la manifestation.
Mise en œuvre des activités du Comité exécutif	91 ^e session du Comité exécutif organisée à Rome, en présentiel.	La question sera examinée plus avant par le Comité exécutif, à sa 90 ^e session.	Le calendrier pour le second semestre de 2026 est particulièrement chargé et la session aura lieu pendant une période de transition au sein de l'équipe du secrétariat du Codex. Dans ce contexte, il convient de réfléchir soigneusement à la date à laquelle sera organisée la 91 ^e session du Comité exécutif.
	9 sessions (Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage [CCMAS], Comité sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments [CCRVDF], CCFA, Comité sur les résidus de pesticides [CCPR], Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires [CCFL], Comité sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires	4 réunions ont eu lieu comme prévu (45 ^e session du CCMAS, 28 ^e session du CCRVDF, 56 ^e session du CCFA, 49 ^e session du CCFL). Les rapports finaux ont été publiés en anglais deux semaines après la réunion. Les quatre sessions susmentionnées étaient hybrides. Une réunion conjointe en ligne du CCRVDF et du CCPR s'est tenue. La rapport a été publié sur la page web de la réunion conjointe.	La participation à distance n'était initialement prévue pour aucun organe subsidiaire, mais cette modalité a été mise en place compte tenu des difficultés rencontrées par les délégués pour assister aux réunions en présentiel en raison des possibilités de déplacement limitées et de l'augmentation des coûts. Les secrétariats des pays hôte et du Codex ont fait en sorte que cette modalité de participation soit la moins coûteuse possible, mais il a néanmoins fallu accroître l'engagement en termes de temps et de logistique des deux côtés et engager des dépenses imprévues.

	[CCFICS], Comité sur les contaminants dans les aliments [CCCF], CCNFSDU, Comité sur l'hygiène alimentaire [CCFH]).	Des réunions des groupes de travail en ligne du CCFL et du CCFICS se sont également tenues.	
Comités s'occupant de produits	1 session (Comité sur les graisses et les huiles [CCFO]).	La 29 ^e session du CCFO s'est tenue en présentiel et le rapport final a été publié deux semaines après la réunion. Le Comité sur le poisson et les produits de la pêche (CCFFP) a travaillé par correspondance. À la suite de sa réactivation par la Commission (48 ^e session), le CCMMP travaillera par correspondance pendant le deuxième semestre de l'année.	Il y aura trois sessions de comités s'occupant de produits au lieu d'une cette année, sachant que les travaux des deux sessions supplémentaires seront menés par correspondance. La principale conséquence est qu'il faut davantage de temps de travail du personnel du secrétariat, lequel est semblable au temps de travail nécessaire pour les réunions en présentiel.
Comités de coordination	2 sessions (traduction des documents de travail et du rapport, frais de voyage du secrétariat, communication et travaux de graphisme, appui supplémentaire sur demande) (Comité de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes [CCLAC], Comité de coordination pour l'Europe [CCEURO]).	Les préparatifs de deux sessions sont en cours, lesquelles se tiendront au deuxième semestre de l'année.	
Publication de normes et de textes apparentés du Codex et autres publications de la Commission			
Achèvement et publication de normes	Publication des normes adoptées à la 48 ^e session de la Commission dans les 6 langues et réduction du retard accumulé quant à la traduction de normes adoptées précédemment.	Toutes les normes adoptées par la Commission à sa 48 ^e session (environ 40) ont été publiées en anglais, espagnol et français dans la nouvelle mise en page, sur le Portail de connaissances de la FAO. 21 normes adoptées par la Commission à sa 47 ^e session sont désormais également publiées en arabe, chinois et russe (mais pas encore dans la nouvelle mise en page).	Afin de combler le retard de traduction, un plan par étape a été établi avec l'équipe de traduction de la FAO, afin que les textes soient traduits selon un ordre de priorité lié aux adoptions de la Commission (objectif de 60 textes en 2026 pour le chinois, l'arabe et le russe). Conversion des données et des tableaux figurant dans des normes du Codex qui sont très étoffées, par exemple la norme CXS 234 et la classification CXA-4, en fichiers Excel

		Toutes les normes portant sur des limites quantitatives sont publiées dans les normes générales et/ou les bases de données correspondantes.	pour améliorer l'efficacité et l'exactitude des futures mises à jour.
Autres documents/publications	31 ^e édition du <i>Manuel de procédure du Codex</i> ; Plan stratégique du Codex 2026-2031.	La 31 ^e édition du <i>Manuel de procédure du Codex</i> a été publiée en anglais. La publication de la version en français et d'autres versions est prévue en juillet. Le Plan stratégique du Codex 2026-2031 sera publié dans les six langues d'ici à la 49 ^e session de la Commission.	Des moyens à moindre coût permettant d'intégrer les modifications du Manuel de procédure qui seront adoptées par la Commission, à sa 49 ^e session, sont à l'étude, compte tenu de la recommandation du Comité exécutif visant à ce que de nouvelles éditions soient publiées tous les deux ans. Il s'agit de trouver un équilibre entre les coûts et la mise à jour la plus rapide possible du Manuel de procédure.
Amélioration de la publication en temps voulu des textes du Codex	Amélioration des flux de travail ayant trait au suivi de la publication et de la traduction des documents du Codex.	Mise en place de nouveaux systèmes internes de gestion des travaux ayant trait à la publication des normes, le but étant d'atteindre les objectifs de publication fixés dans le Plan stratégique du Codex 2026-2031.	Des progrès satisfaisants ont été accomplis en ce qui concerne le flux de travail de la publication des normes, mais les progrès ont été moindres jusqu'à présent en ce qui concerne les documents de travail des réunions.
Mises à jour des bases de données	Maintenance et mise à jour des bases de données actuelles.	Toutes les bases de données actuelles du Codex ont été mises à jour à la suite de la 48 ^e session de la Commission et continuent de l'être régulièrement.	Dans le cadre du programme de modernisation numérique du Codex, les structures, données et fonctionnalités des bases de données existantes ont été recréées et testées dans le nouveau système de gestion du contenu. Ce travail constitue une base solide en vue du lancement du site web mis à jour du Codex et des améliorations futures des bases de données.
	Méthodes d'analyse et d'échantillonnage	Les travaux initiaux comprenaient l'élaboration d'un modèle conceptuel de données et d'un prototype de base de données pour la norme CXS 234, lesquels ont été présentés aux membres lors d'une manifestation organisée en marge de la 45 ^e session du CCMAS pour recueillir des observations et éclairer les futurs développements.	Il a été convenu que le développement de la base de données devrait être effectué dans le contexte des travaux actuels du CCMAS sur l'harmonisation de la terminologie utilisée dans la norme CXS 234 et l'examen des plans d'échantillonnage existants, mais que cela ne devrait pas freiner le lancement des travaux sur le développement de la base de données.

	Résidus de médicaments vétérinaires	Une manifestation a été organisée en marge de la session du CCRVDF pour présenter le concept de la base de données améliorée. Elle a en outre été l'occasion d'aborder les évolutions récentes au sein du CCRVDF (par exemple, l'établissement de niveaux d'action).	Il a été indiqué qu'il était important de veiller à l'interopérabilité de cette base de données et de la base de données sur les résidus de pesticides, en particulier pour les composés à double usage tels que les pesticides et les médicaments vétérinaires, et qu'il faudrait donc que ces travaux tiennent compte des conclusions de la session conjointe du Groupe de travail électronique CCPR/CCRVDF et de la session conjointe CCPR/CCRVDF ayant trait à ces composés à double usage.
	Additifs alimentaires	L'examen de la mise à jour et de la structure de la base de données faisait partie de l'ordre du jour de la 56 ^e session du CCFA. Sur la base du rapport du secrétariat du Codex, le CCFA a accepté de procéder à l'élaboration d'une nouvelle structure pour la base de données de la Norme générale sur les additifs alimentaires (NGAA), en particulier en ce qui concerne le tableau 3 figurant dans cette Norme. Cette question fera l'objet d'un examen plus approfondi lors de la 57 ^e session du CCFA.	La base de données améliorée de la NGAA est techniquement prête à accueillir la structure révisée du tableau 3 examinée par le CCFA, à sa 56 ^e session. La mise en œuvre finale des nouvelles notes du tableau 3 dépendra des résultats des travaux que mène actuellement le groupe de travail électronique et des orientations que donnera ensuite le Comité.
	Résidus de pesticides	Des travaux ciblés sont en cours pour réaligner les limites maximales de résidus (LMR) de pesticides du Codex sur la structure de la classification révisée. Les éventuels problèmes sont en cours de recensement, dont certains seront présentés au CCPR, à sa 57 ^e session. Une première version de la nouvelle base de données sur les LMR pour les pesticides a été élaborée dans un environnement de test.	Jusqu'à présent, ces travaux sont financés par des ressources extrabudgétaires fournies par le Canada et l'Australie.
Soutien aux fins de l'efficacité et de l'efficacité des processus d'élaboration des normes et de la participation à ces processus			
Appui en matière de diffusion sur le web et de tenue de réunions en ligne	Diffusion sur le web de toutes les sessions (à l'exclusion de celles du Comité exécutif) et appui aux fins de la tenue de sessions en ligne ou hybrides (de la Commission, par exemple).	La 29 ^e session du CCFO a été diffusée sur le web, uniquement. La 45 ^e session du CCMAS, la 28 ^e session du CCRVDF et la 49 ^e session du CCFL ont été diffusées sur le web et il était possible d'y participer à distance. Il était possible de participer à distance à la 56 ^e session du CCFA, qui a également été	L'objectif initial était de diffuser sur le web toutes les réunions des organes subsidiaires et d'offrir la possibilité de participer à distance à certaines d'entre elles lorsque le pays hôte était en mesure de fournir ce service. Toutefois, étant donné que les déplacements

		diffusée sur le web avec un décalage pour des raisons techniques. Un appui a été prêté aux secrétariats hôtes selon que de besoin.	internationaux étaient compliqués, il a fallu apporter des ajustements.
Maintenance, mise à jour des contenus, frais de licence et aide aux utilisateurs de la page web, du Système d'inscription en ligne, du Système de mise en ligne des observations et du forum en ligne	Page web dynamique et facile à utiliser et outils participatifs en ligne, assortis d'un service d'assistance rapide.	Le service d'assistance quotidien pour le Système de mise en ligne des observations (OCS) et le forum du Groupe de travail électronique a continué d'être fourni, toutes les demandes ayant été traitées dans un délai de 24 à 48 heures. Le site web du Codex sera transféré vers un nouveau système de gestion du contenu en juillet 2026. La mise au point finale du contenu est en cours, ce qui constitue l'aboutissement de deux années de préparation.	La migration vers la nouvelle plateforme est une étape majeure de la modernisation des services numériques du Codex. Outre le contenu du site web, des outils et bases de données en ligne connexes ont également été élaborés pour la transition vers le nouvel environnement. La nouvelle plateforme devrait renforcer considérablement la sécurité, améliorer la résilience du système et réduire le risque d'interruptions de service.
Documents d'orientation/manuels	Manuel sur les propositions de nouveaux travaux.	Le manuel consacré aux groupes de travail électroniques a été publié dans cinq autres langues. Le manuel sur les propositions de nouveaux travaux sera prêt en juillet en vue de son examen. La révision du manuel des présidents est en cours – tous les présidents ont été interrogés dans le cadre d'une enquête et une mise à jour leur sera présentée en juillet.	
Formations sur l'utilisation des systèmes du Codex	Formations en ligne sur l'utilisation des systèmes et programmes du Codex.	Formation en ligne de trois jours à l'intention des régions Afrique et Proche-Orient. Courte formation de remise à niveau individuelle destinée aux membres/observateurs, en ligne ou en marge de réunions des comités.	
Sensibilisation, communication, relations avec d'autres organisations et utilisation et effets des textes du Codex			
Collaboration avec la FAO et l'OMS	Participation à des réunions consacrées à la fourniture d'avis scientifiques et à d'autres réunions pertinentes de la FAO et/ou de l'OMS et	Maintien d'une communication étroite avec le secrétariat de la FAO et de l'OMS au sujet de la planification des travaux, et apport de	

	contribution à la Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments.	contributions dans le cadre de réunions, le cas échéant.	
<p>Coopération avec des organisations internationales intergouvernementales et non gouvernementales (OMC, Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce [STDF], Organisation mondiale de la santé animale [OMSA], Organisation internationale de normalisation [ISO], Commission économique pour l'Europe [CEE], Conseil oléicole international [COI], etc.) aux fins du partage d'informations et de la promotion de la cohérence et de l'harmonisation avec les normes du Codex, dans la mesure du possible</p>	<p>Établissement et présentation de documents d'information et participation (en présentiel ou à distance) à 4 réunions de l'OMC et à 4 à 6 autres manifestations (participation en ligne privilégiée).</p>	<p>Comité sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et Comité sur les obstacles techniques au commerce (OTC) de l'OMC: communication de documents aux comités SPS et OTC et participation à ces comités.</p> <p>STDF: Participation à des réunions de groupes de travail pour évaluer et approuver les demandes de projets de renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires.</p> <p>Groupe de travail de la transparence du Comité SPS: L'objectif consiste à formuler des propositions en vue d'une éventuelle mise à jour du système de notification ePing afin d'obtenir des informations plus précises sur l'utilisation des normes Codex pour faciliter le commerce.</p> <p>Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE): Présentation du rôle du Codex et des évolutions récentes dans le cadre des travaux d'établissement de normes sur les fruits et légumes frais.</p> <p>Agence caribéenne de santé agricole et de sécurité sanitaire des aliments (CAHFSA): Participation à une réunion de l'Équipe spéciale caribéenne sur la sécurité sanitaire des aliments pour fournir des informations et dispenser une formation sur le Codex et ses travaux.</p> <p>Banque mondiale: Manifestation axée sur les normes du Codex et de la CIPV, aux côtés de la Banque mondiale, dans le cadre du lancement de l'édition 2025 du <i>Rapport sur le</i></p>	<p>Le secrétariat du Codex s'emploie également à communiquer régulièrement avec des organisations concernées, dans le cadre de mécanismes informels, notamment des appels réguliers avec le secrétariat du Comité SPS et les trois organisations sœurs.</p> <p>Ces travaux du STDF aident les États membres de l'OMC à s'acquitter de leurs obligations au titre de l'Accord SPS de l'OMC, à savoir la mise en œuvre de normes internationales, notamment les normes du Codex pour la sécurité sanitaire des aliments, et facilitent l'échange d'informations sur les activités dans ce domaine, la coopération technique et le financement.</p> <p>La collaboration avec l'OCDE en vue d'éventuelles autres activités de coopération est en cours.</p> <p>Participation, aux côtés de la Banque mondiale, à la suite donnée à l'élaboration d'un rapport qui viendra compléter le <i>Rapport sur le développement dans le monde 2025: Normes pour le développement</i>, un accent étant mis sur les systèmes agroalimentaires en Afrique.</p>

		<i>développement dans le monde: les normes pour le développement¹².</i>	
Diffusion et communication	Informations destinées aux délégués et supports connexes pour les réunions, partage d'informations provenant des membres et des observateurs (actualités, réseaux sociaux, podcasts); et magazine annuel du Codex simplifié.	<p>Le magazine annuel du Codex continuera d'être publié à la fin de l'année, dans un format numérique qui, une fois mis au point, réduira considérablement les coûts de production des futures éditions.</p> <p>Le thème de la Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments, «Du fardeau aux solutions – un accès universel à des aliments sûrs», est utilisé pour promouvoir l'utilité des normes Codex comme suit:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une nouvelle publication, «Le Codex en action», qui met en lumière la pertinence des travaux du Codex portant sur les cinq principaux dangers associés à la sécurité sanitaire des aliments sous l'angle de la charge qu'ils représentent, lesquels ont été définis dans le nouveau rapport de l'OMS consacré aux estimations de la charge mondiale de morbidité imputable aux maladies d'origine alimentaire. - Contribution à une série de podcasts de la FAO intitulée «Le travail que nous accomplissons». - Des annonces et des actualités liées à des manifestations organisées dans le cadre de la Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments qui se tiennent dans le monde entier publiées sur le site web de la Journée hébergé par le Codex. - Une campagne sur les médias sociaux via le compte X «@FAOWHOCodex»; promotion de manifestations et de messages clés ayant trait aux travaux du Codex. 	La participation à des manifestations externes portant sur le Codex est déterminée en fonction de la disponibilité et d'un modèle de coût aussi faible que possible (participation en ligne ou frais de déplacement couverts).

¹² [Une manifestation de haut niveau se penche sur les normes en tant qu'élément catalyseur de la croissance économique | CODEXALIMENTARIUS](#) (en anglais).

		<ul style="list-style-type: none"> - Manifestation liée à la Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments, en marge du Conseil de la FAO et consacrée à la mise en œuvre des textes du Codex sur la résistance aux antimicrobiens (RAM) et à d'autres normes du Codex. <p>Une stratégie de communication est en préparation en vue de sa présentation au Comité exécutif, à sa 91^e session.</p> <p>Un atelier destiné aux présidents des comités du Codex se tient actuellement en marge de la 49^e session de la Commission.</p> <p>En outre, des membres du secrétariat du Codex ont contribué à des activités d'information et de formation organisées par d'autres entités¹³.</p>	
Mécanisme de suivi de l'utilisation et des effets des textes du Codex	Enquête annuelle sur l'utilisation et les effets des textes du Codex et une étude de cas.	<p>L'enquête de 2026 est en cours d'élaboration.</p> <p>Une étude sur l'utilisation et les effets des textes du Codex visant à faciliter le commerce, fondée sur les données recueillies dans les bases de données de l'OMC, est en cours et sera publiée en 2026, dans le cadre du mécanisme de suivi de l'utilisation et des effets des textes du Codex.</p> <p>Un tableau de bord interactif, qui est en cours d'élaboration, permettra de consulter en ligne les données de l'enquête depuis sa création en 2022 et de simplifier le processus de collecte et d'analyse des données.</p>	<p>Ces activités continuent d'être financées principalement par des ressources extrabudgétaires qui sont mises à disposition jusqu'en juillet 2026.</p> <p>Le tableau de bord interactif est élaboré pour permettre de poursuivre les enquêtes à moindre coût, les données étant accessibles via le tableau de bord plutôt que dans des rapports.</p>

¹³ Par exemple, le cours «Better training for safer food» de la Commission européenne ou le cours «Beyond compliance – contextualizing the food code for impact» de la Banque mondiale et de la FAO.

V - CONTRIBUTIONS EXTRABUDGÉTAIRES

16. Les contributions extrabudgétaires visant à faciliter la mise en œuvre du Plan de travail du Codex pour 2026-2027 sont les suivantes:

- a. Le projet d'intervention de la FAO à l'appui de l'application des textes du Codex relatifs à la RAM (projet ACT)¹⁴, financé par la République de Corée, dont la mise en œuvre s'achèvera en juillet 2026. Ce projet se déroule aux niveaux mondial et local et vise à faciliter la mise en œuvre des normes du Codex, en particulier celles qui portent sur l'enrayement et la réduction de la RAM d'origine alimentaire, et à suivre l'utilisation et les effets des normes du Codex. Il contribue ainsi aux objectifs 3 et 4 du Plan stratégique du Codex pour 2026-2031. Une des activités menées dans le cadre du projet a directement contribué aux travaux sur l'utilisation et les effets des textes du Codex, notamment à la mise en œuvre de l'enquête annuelle et à l'établissement d'une étude de cas. En 2026, le projet contribuera à une nouvelle enquête sur l'utilisation et les effets des textes du Codex.
- b. Le projet visant à améliorer la disponibilité et l'accessibilité des normes du Codex sur les pesticides, financé par le Canada pour un budget total d'environ 335 000 USD. L'objectif de ce projet consiste à publier et à diffuser la version révisée de la *Classification des produits destinés à l'alimentation humaine et animale* (CXA4-1989) en rattachant l'ensemble des LMR existantes aux classes révisées d'aliments primaires et transformés. Les nouvelles correspondances seront ensuite intégrées à la base de données en ligne du Codex.
- c. Le projet de mise à niveau de la base de données du Codex sur les résidus de pesticides, financé par l'Australie pour un budget total d'environ 97 695 USD. Ce projet complétera le projet susmentionné, puisqu'il sera axé sur l'amélioration des fonctionnalités de la base de données du Codex sur les limites maximales de résidus de pesticides, tant pour les utilisateurs internes qu'externes. L'Australie a annoncé une contribution supplémentaire d'environ 700 000 USD, qui servira à financer les travaux sur la base de données et l'utilisation et les effets des textes du Codex, en particulier l'analyse de l'impact économique.
- d. Un appui prêté par la Suisse pour couvrir certains des coûts supplémentaires associés à la tenue de la session de la Commission à Genève.

17. Des fonctionnaires détachés par la République de Corée et Singapour, ainsi qu'un administrateur auxiliaire détaché par le Japon, contribuent à la mise en œuvre de ces activités en 2026. Le détachement des fonctionnaires en poste actuellement s'achèvera au cours du second semestre de cette année, mais le Japon, la République de Corée et Singapour continueront de prêter un appui au secrétariat du Codex en mettant à disposition des fonctionnaires détachés. Fin 2026, l'Italie mettra elle aussi à disposition un administrateur auxiliaire. Ces ressources humaines supplémentaires sont chargées de contribuer aux travaux des comités du Codex et sont donc principalement liées à la mise en œuvre de l'objectif stratégique 1 du Plan stratégique du Codex pour 2026-2031.

VI - RECOMMANDATIONS

18. La Commission, à sa 49^e session, est invitée à:

- i. prendre note du rapport final sur le budget du Codex pour l'exercice biennal 2024-2025, du rapport de situation sur la période biennale 2026-2027, y compris sur les activités, et de la situation concernant les contributions extrabudgétaires;
- ii. noter qu'il reste nécessaire d'adapter la mise en œuvre du plan de travail et l'approche connexe en ce qui concerne la répartition des ressources afin de financer l'exécution du programme de travail du Codex conformément à l'évolution des priorités de la Commission, ainsi que des nouvelles difficultés;
- iii. remercier la FAO pour les 333 400 USD supplémentaires, sachant que ceux-ci ont été alloués aux avis scientifiques, conformément à la demande formulée par la Commission, à sa 48^e session, et à prendre acte des efforts menés actuellement au sein des organes directeurs de la FAO pour faire en sorte que le Codex dispose de ressources suffisantes;
- iv. prier instamment les membres de continuer à plaider, par l'intermédiaire de leurs représentants gouvernementaux auprès de la FAO et de l'OMS, pour un financement suffisant du programme du Codex;
- v. prendre acte des contributions extrabudgétaires de l'Australie, du Canada, de l'Italie, du Japon, de la République de Corée, de Singapour et de la Suisse en faveur du Codex et à saluer en particulier la volonté des membres de soutenir les travaux du secrétariat du Codex sur le long terme.

¹⁴ Pour en savoir plus, veuillez consulter la page suivante: <https://www.fao.org/antimicrobial-resistance/projects/ongoing/project-10/fr/>.